



Mission régionale d'autorité environnementale

**Pays-de-la-Loire**

**Décision de la Mission régionale  
d'autorité environnementale des Pays-de-la-Loire  
après examen au cas par cas  
Zonage d'assainissement des eaux pluviales  
de la commune de CHALLANS (85)**

n°MRAe 2017-2665

## **Décision relative à une demande d'examen au cas par cas en application de l'article R.122-17-II du code de l'environnement**

La présidente de la Mission régionale d'autorité environnementale,

- Vu** la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du Parlement européen et du Conseil relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;
- Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-4, R.122-17 et R.122-18 ;
- Vu** l'arrêté du 12 mai 2016 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;
- Vu** la demande d'examen au cas par cas relative à la mise en place d'un zonage des eaux pluviales, déposée par la commune de Challans, reçue le 21 août 2017 ;
- Vu** la consultation de l'agence régionale de santé du 23 août et sa réponse du 18 septembre 2017 ;
- Vu** la décision de la MRAe des Pays-de-la-Loire du 28 juin 2016 portant exercice de la délégation prévue à l'article 17 du décret n°2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;
- Vu** la consultation des membres de la mission d'autorité environnementale des Pays-de-la-Loire faite par sa présidente le 11 octobre 2017 ;

**Considérant** que l'actualisation du zonage d'assainissement des eaux pluviales, relevant de l'article R. 122-17 II du code de l'environnement, doit faire l'objet d'un examen préalable au cas par cas dans les conditions prévues à l'article R. 122-18 du même code ;

**Considérant** que le territoire communal de Challans représente une superficie totale de 6 484 hectares pour une population d'un peu plus de 20 000 habitants ;

**Considérant** que le territoire de la commune présente de forts enjeux environnementaux reconnus par des inventaires et protections réglementaires notamment des zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) de type 1 et 2 et le site Natura 2000 « Marais breton, baie de Bourgneuf, île de Noirmoutier et forêt de Monts" ;

**Considérant** que le document départemental sur les risques majeurs identifie la commune de Challans comme concernée par le risque inondation ;

**Considérant** que la partie sud-ouest du territoire de la commune est concernée par la présence de deux captages d'eau potable de La Vérie, dont les dispositions de l'arrêté préfectoral ARS-PDL/DT/SSPE 2011/436/85 du 21-11-2011 concernant les périmètres de protection ont été prises en compte ;

**Considérant** que l'ensemble des rejets du réseau de collecte des eaux pluviales communales se dirige vers le Grand Etier de Salertaine et Le Ligneron, milieux récepteurs sensibles du site Natura 2000 et qu'ils concernent en aval des zones conchylicoles et des zones de baignades du littoral ;

**Considérant** que le territoire de la commune présente des enjeux de maîtrise des eaux pluviales et d'atteinte du bon état écologique des eaux (échéance 2027) ;

**Considérant** que l'actualisation du zonage d'assainissement des eaux pluviales s'appuie sur les conclusions du schéma directeur d'assainissement des eaux pluviales de 2012 mis à jour en 2017 qui a permis d'identifier les dysfonctionnements hydrauliques du réseau et de définir les orientations d'aménagements à réaliser sur le réseau pluvial existant ;

**Considérant** que ce projet vise à encadrer les dispositifs de gestion des eaux pluviales des opérations de construction et d'aménagement futurs, permettant ainsi de préserver le milieu récepteur ;

**Considérant** que les documents transmis à l'appui de la demande font état d'un nombre conséquent d'ouvrages (59) de régulation existants ou à réaliser (cf les 24 dossiers de déclarations déposés au titre de la loi sur l'eau), afin de gérer les principaux problèmes hydrauliques, pour lesquels il convient de disposer d'une vision globale des effets des rejets du point de vue quantitatif et qualitatif sur les eaux superficielles et souterraines ;

**Considérant** que le plan local d'urbanisme en vigueur élaboré en 2005, sur la base duquel le projet de zonage d'assainissement pluvial a été actualisé, comporte 49 zones à urbaniser AU – dont 14 seulement sont urbanisées –, qu'à ce jour il est toujours en cours de révision, et que les secteurs correspondants aux zones à urbaniser du PLU pour lesquels le projet de zonage identifie des ouvrages à réaliser se superposent avec des zones humides identifiées par un inventaire ;

**Considérant** qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis par la collectivité locale et des connaissances disponibles à ce stade, l'actualisation du zonage d'assainissement des eaux pluviales de Challans est susceptible d'avoir une incidence notable sur l'environnement au titre de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 ;

### **DÉCIDE :**

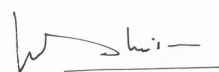
**Article 1** : L'actualisation du zonage d'assainissement des eaux pluviales de la commune de Challans est soumise à évaluation environnementale.

**Article 2** : La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-18 (III) du Code de l'environnement, sera jointe au dossier d'enquête publique.

**Article 3** : La présente décision sera publiée sur le site internet de la MRAe et de la DREAL des Pays-de-la-Loire.

Fait à Nantes, le 20 octobre 2017

La présidente de la MRAe des Pays-de-la-Loire



Fabienne ALLAG-DHUISME

## Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Lorsqu'elle soumet un plan ou programme à évaluation environnementale, la présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du IV de l'article R.122-18 du code de l'environnement.

Le recours gracieux ou le RAPO doit être adressé à :

Madame la Présidente de la MRAe  
DREAL des Pays-de-la-Loire  
SCTE/DEE  
5, rue Françoise GIROUD  
CS 16326  
44 263 NANTES Cedex 2

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Le recours contentieux à l'encontre d'une décision de soumission à évaluation environnementale doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO.

Il doit être adressé à :

Monsieur le Président du Tribunal administratif de Nantes  
6, allée de l'Île Gloriette  
B.P. 24111  
44 041 NANTES Cedex

Le recours hiérarchique est formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai de recours contentieux ;

Il est adressé à :

Monsieur le Ministre de la transition écologique et solidaire  
Ministère de la transition écologique et solidaire  
92 055 PARIS-LA-DÉFENSE Cedex